

PASCAL DELWIT

Professeur au Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB).

ADIEU AU MODÈLE ORGANISATIONNEL SOCIAL-DÉMOCRATE

A la fin du XIX^e siècle, la naissance et le développement de la famille socialiste/social-démocrate impriment l'avènement d'un nouveau modèle organisationnel partisan ; pour être plus correct, d'un nouveau modèle organisationnel partisan, social et sociétal. Les nouveaux partis socialistes, sociaux-démocrates ou ouvriers se donnent rapidement à voir comme des *partis de masse*, selon la terminologie de Maurice Duverger, reposant « *sur les sections, plus centralisés et plus fortement articulés* »¹. Plus largement même, ce sont des *partis d'intégration sociale* face aux formations de *représentation individuelle*² ou des partis de *contre-société ouvrière*³ qui sont édifiés. Que recouvre le modèle organisationnel qui leur est petit à petit prêté dans l'analyse scientifique ?

Pour répondre à cette question, une remarque préliminaire classique s'impose : ce qui réfère au *modèle organisationnel social-démocrate* concerne, au premier chef, deux des trois types de profils isolés pendant longtemps dans l'analyse des partis socialistes en Europe : les types « social-démocrate » et « travailliste ». Quoique différents au plan idéologique et

de leur rapport au syndicat, ces deux types répondent aux critères de définition qui seront développés, ci-après. En revanche, le type « socialiste », qui se rapporte essentiellement aux partis socialistes de l'Europe méridionale, échappe classiquement au modèle dans les analyses réalisées sur cette famille de partis.

1. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Points Seuil, 1992, p. 127.

2. Sigmund Neumann, « Toward a Comparative Study of Political Parties », in Sigmund Neumann (ed.), *Modern Political Parties*, Chicago, The University of Chicago, 1956, p. 404.

3. Michel Winock, *Le socialisme en France et en Europe. XIX^e et XX^e siècles*, 1992, Paris, Seuil, p. 108.



1. Le modèle organisationnel social-démocrate se rapporte, d'abord, nous l'avons pointé, à l'horizon d'un *parti de masse*, c'est-à-dire un parti à la fois très structuré et avec un très grand nombre d'affiliés, qui sont, pour l'essentiel, d'origine ouvrière. Dans l'après-Deuxième

Dès avant la Première Guerre mondiale, le parti-phare du socialisme international, le parti Social-démocrate allemand (SPD), s'impose comme une formation au format exceptionnel.

Guerre mondiale, les partis sociaux-démocrates danois (SD) et suédois (SAP) et le parti du travail norvégien (DNA) apparaissent comme des idéaux-types. Toutefois, l'avènement de cette configuration est bien plus précoce. Dès avant la Première Guerre mondiale, le *parti-phare* du socialisme international, le parti Social-démocrate allemand (SPD), s'impose comme une formation au *format* exceptionnel. Au début du XX^e siècle déjà, plus de 300 000 citoyens ont rejoint le parti. Et ce nombre croît, jusqu'à la veille de la Première Guerre

mondiale, moment où le SPD dépasse le million d'adhérents. En parallèle, le syndicalisme s'est aussi considérablement développé et le parti peut faire état d'une large palette d'organisations périphériques, de la diffusion d'un grand nombre de journaux et d'un patrimoine immobilier impressionnant. L'appareil du parti révèle une bureaucratie puissante, rodée, et de plus en plus professionnalisée. Elle est, d'ailleurs, au cœur du livre pionnier de Roberto Michels, *Les partis politiques*, paru en 1913⁴.

Evolution du nombre de membres du SPD, de 1906 à 1914 :

1906	384 227
1907	530 466
1908	587 336
1909	633 309
1910	720 038
1911	836 562
1912	970 112
1913	982 850
1914	1 085 905

4. Roberto Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009 (nouvelle édition).

2. Un élément central du modèle organisationnel *social-démocrate* dans la famille socialiste est le « rapport puissant »⁵, central même, à la classe ouvrière. « *La social-démocratie s'est constituée historiquement comme la forme prévalente d'organisation politique des ouvriers dans le capitalisme* », rappelle Moschonas⁶. Nombre de partis intègrent, d'ailleurs, l'étiquette ouvrière - parti ouvrier belge, *Sociaal Democratische Arbeiders Partij* (Pays-Bas), parti ouvrier socialiste luxembourgeois et même le Parti socialiste ouvrier espagnol - ou le rapport au travail - *Labour Party, Norske Arbeiderparti...* - dans leur libellé dénomination. *La famille socialiste est « la » famille de la classe ouvrière, qui s'est puissamment développée avec l'accélération de la révolution industrielle, et qui est la classe amenée à jouer le rôle clé dans l'avènement du socialisme. A cette aune, les partis sociaux-démocrates sont des partis communautés*⁷.
3. Enfin, dès lors que l'on se situe à l'origine dans un registre de *contre-Etat* ou de *contre-société*, les partis sociaux-démocrates et travaillistes s'adossent à une organisation syndicale puissante, le plus souvent organiquement liée à eux et qui, dans plusieurs situations, leur fournissent l'essentiel de leurs affiliés, par le biais de l'adhésion indirecte. Dans le modèle social-démocrate, le parti est prééminent, contrairement au type travailliste. Les syndicats encadrent les salariés et portent les revendications sociales.
- Nous l'avons souligné, cet échafaudage organisationnel est déjà observable dans le chef de certains partis, au début du XX^e siècle, tout particulièrement en Allemagne, en Belgique, ou encore dans l'espace austro-hongrois. Dans l'entre-deux-guerres, il est mis à mal dans certains territoires frappés par l'avènement du fascisme. On songe tout spécialement à l'Allemagne et l'Autriche. Mais, en parallèle, il se développe dans le nord

5. Marc Lazar, « Invariants et mutations du socialisme en Europe », in Marc Lazar (Ed.) *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 20.

6. Gerassimos Moschonas, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien-Clef, 1994, p. 123.

7. Pascal Delwit, « La social-démocratie européenne et le monde des adhérents: la fin du parti communauté ? », in Pascal Delwit (Ed.), *Où va la social-démocratie ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, pp. 229-252.



de l'Europe⁸. Et c'est dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, que ce modèle se donne pleinement à voir. Sous l'angle organisationnel, la *famille socialiste* révèle une exceptionnelle capacité. Certes, tous les partis ne ressortissent pas à ce modèle et à cette force. En France et

C'est dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, que ce modèle se donne pleinement à voir. Sous l'angle organisationnel, la famille socialiste révèle une exceptionnelle capacité. Certes, tous les partis ne ressortissent pas à ce modèle et à cette force. En France et en Italie, les partis socialistes sont la deuxième force de gauche.

en Italie, les partis socialistes sont la deuxième force de gauche de leur système politique et ne peuvent faire valoir les trois caractéristiques du modèle. Loin s'en faut. La majorité de la classe ouvrière de ces deux Etats rejoignent ou/et votent pour le Parti communiste de leur Etat, le PCF et le PCI. Mais, dans l'Europe démocratique issue de la *libération*, cette observation est l'exception. Pendant vingt-cinq à trente ans encore, la famille socialiste fait

montre de puissance politique, sociale et sociétale. Pourtant, à l'aurore des années soixante-dix, certains indicateurs indiquent un mouvement qui s'amplifie peu à peu à la fin de la décennie, dans les années quatre-vingt et s'accélère, par la suite. Tous les éléments du modèle sont troublés et affectés.

Il en va d'abord des partis et de leur *communauté* d'affiliés. Pour nombre de formations socialistes, le total des affiliés plafonne à ce moment et commence à décliner. Par la suite, le reflux se poursuit, parfois même de façon spectaculaire. Pour les partis du centre de l'Europe - Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Autriche,... -, l'observation est systématiquement vérifiée. Le cas du SPD est emblématique. Après la Deuxième Guerre mondiale, il a une fois encore culminé au-delà d'un million d'adhérents, en 1976 et 1977. En 1976, un électeur sur vingt-cinq inscrits (M/I) est membre du Parti social-démocrate. Mais, c'est une forme de chant du cygne. Au début des années quatre-vingt, on observe une érosion, qui n'est pas même freinée par le processus de réunification. En 2011,

8. Mario Telo, *Le New deal européen, La pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 1988.

pour la première fois depuis 1945, le SPD passe sous la barre des 500 000 effectifs. Et, dans la période contemporaine, son étiage se fixe à 460 000 affiliés. Le rapport aux inscrits n'est plus que de 0,8 % et seul un électeur du parti sur vingt-cinq en était membre (M/Ep) en 2013, cela en dépit du très mauvais résultat électoral. La configuration autrichienne n'est pas moins révélatrice. Le SPÖ est le parti de *communauté* par excellence. Dans son autobiographie, Eric Hobsbawm relate cette anecdote éloquent : « *Comme le père de Peter était cheminot, sa famille*

était rouge : en Autriche, et surtout dans la campagne, à part chez les paysans, il ne serait venu à l'idée d'aucun ouvrier d'être d'une autre couleur »⁹. Après la Deuxième Guerre mondiale, le SPÖ dépassera le cap des sept cent mille membres, dans les années soixante-dix. Mais, le reflux s'annonce aussi dans les années quatre-vingt et son accélération est saisissante par la suite. Alors qu'un électeur inscrit sur huit était encore membre du SPÖ, en 1986, ce n'était plus le cas que d'un sur trente-trois, en 2013, année où le niveau des affiliés se fixait à 200 000.

Evolution des effectifs (M) et du rapport à l'électorat du parti (M/Ep) et aux électeurs inscrits (M/I) des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe du centre :

	SPD			SPÖ			SPS			PvdA			PSB-BSP		
	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I
1945				357 818	24,9	10,4									
1946										116 551	8,6	2,2			
1947							51 300	20,4	3,7						
1948										119 509	9,5	2,2			
1949	736 218	10,6	2,4	614 366	37,8	14,0							123 728	8,3	2,2
1950													127 158	7,5	2,3
1951							50 504	20,2	3,6						
1952										111 351	7,2	1,9			
1953	607 456	7,6	1,8	657 042	36,1	14,3									
1954													153 014	7,9	2,6
1955							54 906	20,8	3,8						
1956				687 972	36,7	14,9				142 139	7,6	2,3			
1957	626 189	6,6	1,8												
1958													187 000	9,9	3,1
1959				710 378	36,4	15,1	57 412	22,2	3,9	147 074	8,1	2,3			

9. Eric Hobsbawm, *Franc-tireur. Autobiographie*, Paris, Pluriel, 2005, p. 29.

Dans les pays scandinaves, les social-démocraties danoise, suédoise et norvégienne ont longtemps fait figure d'idéal-type du modèle organisationnel social-démocrate, contrairement à leur alter ego finlandais, confronté à la puissance du parti communiste local.

Dans les pays scandinaves, les social-démocraties danoise, suédoise et norvégienne ont longtemps fait figure d'idéal-type du modèle organisationnel social-démocrate, contrairement à leur alter ego finlandais, confronté à la puissance du parti communiste local. Nous pouvons relever les mêmes dynamiques. Au Danemark, par exemple, un électeur inscrit sur dix était membre du

Parti social-démocrate, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. A son pinacle, le parti atteint près de 300 000 affiliés (1947). Mais, un affaissement, plus précoce intervient aussi. Dès 1965, le parti ne revendique « plus que » 188 000 affiliés. Et la désaffiliation communautaire s'est poursuivie. Dans le courant des années quatre-vingt, le parti passe sous les 100 000 membres et, vingt ans plus tard, sous le seuil des 50 000. Récemment, le parti revendiquait moins de 40 000 adhérents, donnant à voir un rapport aux inscrits de moins d'un pourcent et un rapport à son électorat d'à peine 4,3 %. Le SAP suédois est passé, quant à lui, du statut de parti indirect à celui de parti direct, au début des années quatre-vingt-dix.

Evolution des effectifs (M) et du rapport à l'électorat du parti (M/Ep) et aux électeurs inscrits (M/I) des partis socialistes et sociaux-démocrates, en Europe du nord :

	SAP			DNA			SD			SDP		
	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I
1945				191 045	31,35	9,74	243 532	36,25	10,22	63 745	14,97	2,79
1947							287 736	34,50	11,82			
1948	635 658	35,52	13,50							75 951	15,35	3,14
1949				204 055	25,40	9,45						
1950							283 907	34,91	11,28			
1951										71 230	14,82	2,91
1952	746 004	42,82	15,52	178 102								
1953				178 004	21,43	7,89	283 525	33,89	11,03			
1954										62 669	11,89	2,48
1956	777 860	44,98	15,87									
1957				163 991	18,94	7,14	265 174	29,13	9,57			
1958	780 686	43,94	15,64							51 144	11,36	1,96

	SAP			DNA			SD			SDP		
	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I
2007							51 073	5,80	1,27	51 360	8,64	1,26
2009				50 264	5,30	1,42						
2010	108 584	5,94	1,52									
2011							42 024	4,78	1,03	47 161	8,40	1,07
2013				52 661	6,02	1,45						
2014	101 674	5,26	1,39									
2015							39 345	4,25	0,95	42 709	8,71	0,96

Dans le type socialiste, c'est un autre *tableau* qui se dévoile. Que ce soit la SFIO, au sortir de la guerre, le PSOE ou le Parti socialiste portugais, au moment de la démocratisation, le nombre d'adhérents est à l'origine bien plus modeste, même si les socialistes français ont compté l'espace de deux années 300 000 membres. Le rapport aux inscrits, et même aux électeurs du parti, est sensiblement plus

ténu. Dans le temps, les partis socialiste d'Europe méridionale ont conservé et même amélioré leur situation en termes d'effectifs, rendant de moins en moins opératoire la distinction entre types social-démocrate, travailliste ou socialiste. Le Parti socialiste ouvrier espagnol annoncera jusqu'à 500 000 membres, même si cette affirmation est sujette à caution.

Evolution des effectifs (M) et du rapport à l'électorat du parti (M/Ep) et aux électeurs inscrits (M/I) des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe méridionale :

	PSOE			PSP			PS(F)		
	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I
1945							335 703	7,4	1,4
1946							354 878	8,5	1,4
1951							126 898	4,6	0,5
1956							117 331	3,6	0,4
1958							115 000	3,6	0,4
1962							91 000	4,0	0,3
1967							82 000	1,9	0,3
1968							81 000	2,2	0,3
1973							107 757	2,4	0,4
1975				77 625	3,6	1,3			



	PSOE			PSP			PS(F)		
	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I	M	M/Ep	M/I
1976	9 141	0,2	0,0	91 562	4,9	1,4			
1978							180 000	2,8	0,5
1979	101 082	1,8	0,4	107 732	6,6	1,6			
1980				115 762	7,2	1,7			
1981							195 501	2,2	0,6
1982	119 101	1,2	0,4						
1983				130 279	6,4	1,8			
1985				46 655	3,9	0,6			
1986	185 663	2,1	0,6				177 284	2,1	0,5
1988							202 083	2,3	0,5
1989	242 661	3,0	0,8						
1991				59 869	3,6	0,7			
1993	350 416	3,8	1,1				113 005	2,6	0,3
1995				81 358	3,2	0,9			
1996	365 000	3,9	1,1				111 536		
1997							147 237	2,3	0,4
1999				114 974	4,9	1,3			
2000	407 821	5,2	1,7						
2002				66 917	3,2	0,8	129 500	2,1	0,3
2004	460 000	4,2	1,3						
2005				90 629	3,5	1,0			
2007							238 520	3,7	0,5
2008	360 000	3,2	1,0						
2009				78 152	3,8	0,8			
2011	216 952	3,1	0,6	85 000	5,5	0,9			
2012							197 000	2,6	0,4

Le monde réticulaire socialiste n'est pas épargné par cette évolution. Les organisations syndicales sont singulièrement affectées, elles-aussi. Deux mouvements frappants peuvent être mis en évidence depuis trente ans.

- Le premier relève une forme de détachement matériel et symbolique des syndi-

cats socialistes envers le parti social-démocrate de leur Etat. Ainsi, des organisations syndicales organiquement liées au parti social-démocrate acquièrent leur autonomie. A titre d'exemple, ce lien a été rompu dans les configurations exemplaires de la social-démocratie, en Suède et au Danemark.

- Le second réfère aux bouleversements du syndicalisme lui-même. Mentionnons deux transformations majeures. D'abord, le poids et l'influence des syndicats ont décliné, depuis trente ans. La chute des effectifs syndicaux et du taux de syndicalisation en portent témoignage : l'Autriche a perdu 35 points de taux de syndicalisation, de 1970 à 2012, l'Allemagne quatorze, les Pays-Bas dix-neuf, le Royaume-Uni dix-sept. A l'exception de quelques pays comme la Belgique et les pays nordiques, le fait syndical est, aujourd'hui, minoritaire, voire très minoritaire comme en France, aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni.

Evolution du taux de syndicalisation de plusieurs pays européens :

	1970	1980	1990	2000	2010	2011	2012	Ecart par rapport à 1970
Autriche	62,8	56,7	46,9	36,6	28,4	27,9	27,4	-35,3
Belgique	39,9	51,3	51,1	56,2	53,8	55,1	55,0	15,2
Danemark	60,3	78,6	74,6	73,9	67,0	66,4	67,2	6,9
Finlande	51,3	69,4	72,5	75,0	69,1	68,4	68,6	17,3
France	21,7	18,3	9,8	8,0	7,7	7,7	7,7	-13,9
Allemagne	32,0	34,9	31,2	24,6	18,6	18,0	17,9	-14,2
Italie	37,0	49,6	38,8	34,8	35,5	35,7	36,3	-0,7
Luxembourg	46,8	50,8	46,4	42,5	35,1	33,9	32,8	-14,0
Pays Bas	36,5	34,8	24,6	22,9	18,6	18,2	17,7	-18,8
Norvège	56,8	58,3	58,5	54,4	53,7	53,5	53,3	-3,5
Suède	67,7	78,0	80,0	79,1	68,2	67,5	67,5	-0,2
Royaume-Uni	43,0	49,7	38,1	30,2	26,4	25,6	25,8	-17,1

Par ailleurs, ce reflux est le plus marqué dans les secteurs industriels, particulièrement touchés à la fin des années soixante-dix, par l'émergence de la crise économique et un mouvement de désindustrialisation partielle de l'Europe.

ORIGINES DE LA DESTRUCTURATION DU MODÈLE ORGANISATIONNEL SOCIAL-DÉMOCRATE

Comment comprendre cet incroyable renversement ? Nombre de travaux ont

10. Jeremy Waddington, *Trade union membership in Europe. The extent of the problem and the range of trade union responses*, Brussels, ETUC, 2005.



été consacrés à cette thématique. Plusieurs évolutions fondamentales sont à l'origine de ces mutations.

1. La première renvoie au lien fondamental entre la classe ouvrière et la famille socialiste. Nous avons épinglé l'intrication étroite, presque totale, entre les deux. L'idée que l'expansion démographique amènerait *ipso facto* une majorité politique pérenne pour les sociaux-démocrates était profondément ancrée. « *En 1920, nous avons obtenu 36 % des voix. Aux avant-dernières élections, près de 40 % et maintenant presque 43 %. En six ans et demi, nous nous sommes renforcés d'environ 7 %. Combien nous manque-t-il ? Le chemin qui nous sépare encore du pouvoir exige approximativement le même délai que celui qui nous sépare de 1920... Encore une ou deux élections et nous en aurons fini avec le gouvernement bourgeois* » écrivit Otto Bauer, principale figure du socialisme autrichien¹¹. Il n'en fut rien. Certes, l'évolution socio-démographique du monde ouvrier facilita la conquête de majorités absolues en Suède, en Norvège, au

Danemark ou en Grande-Bretagne. Pour autant, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, cette association est peu à peu abandonnée. Elle l'est parfois dans les faits, parfois de manière explicite. En la matière, l'exemple le plus emblématique est le congrès de Bad Godesberg (1959) où, non seulement le SPD abandonne le marxisme comme cadre conceptuel, mais aussi la classe ouvrière, comme catégorie de référence. Le Parti social-démocrate devient le parti du peuple toute entier. Cette transformation sera à l'origine de la conceptualisation de Catch-all Party dans le chef d'Otto Kirchheimer : « *De plus le parti d'intégration de masses, produit d'une époque aux oppositions de classes plus dures et aux structures religieuses plus tranchées, est en train de se transformer en parti de rassemblement « du peuple ». Abandonnant toute ambition d'encadrement intellectuel et moral des masses, il s'intéresse plus pleinement à la vie électorale, dans l'espoir d'échanger une action en profondeur contre un public plus vaste et des succès électoraux plus tangibles. Cette ambition politique plus limitée et ce souci des contingences élec-*

11. Cité par Fernando Claudin, *L'eurocommunisme*, Paris, François Maspero, 1977, p. 75.

torales sont très éloignées des vastes ambitions d'autrefois ; de telles ambitions, aujourd'hui sont considérées comme gênantes, car elles éloignent certaines catégories d'une clientèle potentielle à la mesure de la nation »¹².

2. La déstructuration du lien s'affirme d'autant plus que le monde ouvrier européen est ébranlé dans les années soixante-dix. Une nouvelle division internationale du travail voit le jour, au prix d'une désindustrialisation partielle de l'Europe. Des pans très importants de la métallurgie, de la sidérurgie, de l'industrie textile, de la construction navale sont transférés vers les pays émergents, les pays du sud-est asiatique, en particulier. La main-d'œuvre employée dans ce secteur chute drastiquement et de nombreux sites ferment leurs portes. Dans le même temps, l'extraction minière européenne et, conséquemment, la communauté des mineurs, périclité. En 1984-1985, la très longue grève des mineurs britanniques, défaite, est son dernier grand fait d'armes. La classe ou-

vrière est frappée matériellement et symboliquement. Jusqu'alors porteuse de toutes les vertus et de l'avenir, elle devient peu à peu synonyme de délitement et de déclassement.

3. Concomitamment, le libéralisme culturel porté par les nouvelles catégories sociales en expansion, les classes

Le libéralisme culturel porté par les nouvelles catégories sociales en expansion, les classes moyennes salariées, s'annonce et va à l'encontre de la culture politique de la classe ouvrière.

moyennes salariées, s'annonce et va à l'encontre de la culture politique de la classe ouvrière. Le développement de nouveaux mouvements sociaux, plus agencés à une opposition sur les valeurs que sur les conditions matérielles¹³, modifie la donne et le regard des partis sociaux-démocrates, qui vise de plus en plus cette clientèle sociale et électorale. Peu à peu, dans les partis

12. Otto Kirchheimer, « The transformation of Western European Party Systems », in Joseph, La Palombara, Myron Weiner (Eds), *Political parties and political development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 213.

13. Ronald Inglehart, *The silent revolution: changing values and political styles among Western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.



socialistes, les adhérents au profil de *col blanc* remplacent les cols bleus. Comme l'ont montré Seyd et Whiteley dans le cas travailliste, ces derniers, minorés culturellement et politiquement, abandonnent progressivement « le » parti¹⁴. Le *départ* de la classe ouvrière des partis sociaux-démocrates clôt une séquence engagée de longue date¹⁵, mais qui a enregistré à la fois un point de cristallisation et de non-retour à la fin du XX^e siècle.

4. Cette désertion tendancielle du monde ouvrier s'affirme d'autant plus qu'à partir des années quatre-vingt, nombre de partis sociaux-démocrates incorporent, dans leur rhétorique et dans leurs politiques publiques, plusieurs dimensions de la vague néo-libérale, à l'œuvre depuis les années soixante-dix, alors même qu'en parallèle, un des éléments implicites de l'Etat-providence est mis à mal : le plein-emploi relatif. L'écart,

sinon même parfois une séparation, de la social-démocratie avec les classes populaires salariées achève le modèle organisationnel social-démocrate.

A ces dimensions, on ne saurait ignorer des évolutions plus globales qui affectent les classes sociales et les partis. Parmi plusieurs d'entre-elles, épingleons d'abord la chute tendancielle du nombre d'adhé-

Le poids des adhérents passifs a été renforcé, en particulier dans le processus de désignation des leaders. Parfois même, des processus de primaires ont été introduits comme en Italie, en Grèce ou en France.

rents aux partis politiques. Nos travaux, ceux d'Ingrid Van Biezen, Thomas Poguntke et Peter Mair¹⁶ établissent le recul tendanciel et prononcé de l'adhésion partisane, en particulier dans le chef des partis de masse ou des « partis com-

14. Patrick Seyd, Paul Whiteley, *New Labour's grassroots: the transformation of the Labour Party membership*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

15. « *La transformation la plus importante qu'a connue la social-démocratie a été le changement de la composition sociologique des partis. Mais ce n'est pas un fait récent, il s'agit d'une tendance qui était à l'œuvre avant 1914, les partis s'ouvraient progressivement aux nouvelles catégories salariées engendrées par le développement économique* » épingle déjà Alain Bergougnieux en 1989. Alain Bergougnieux, « *Un parti ouvrier* », in Alain Bergougnieux, Alain Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, p. 19.

16. Ingrid Van Biezen, Peter Mair, Thomas Poguntke, « *Going, going, . . . gone? The decline of party membership in contemporary Europe* », *European Journal of Political Research*, 2012, vol. 51, n° 1, pp. 24-56.

munautés », et ce, quelle que soit leur sensibilité¹⁷. Pointons ensuite l'impact de l'avènement du financement public des partis. Cette modification importante de la contrainte institutionnelle a provoqué un désintérêt grandissant des partis envers les anciennes formes d'organisation et, surtout, une attention désormais primordiale, occasionnellement exclusive, sur les processus électoraux¹⁸. Les mutations de la communication moderne doivent aussi être soulignées dans un contexte de *personnalisation* de la politique. Dans la famille socialiste/sociale-démocrate, comme le pointait déjà Moschonas, dans les années quatre-vingt-dix, le chef de file du parti est désormais plus central dans la définition des orientations stratégiques et des politiques publiques à mener¹⁹, au détriment des structures intermédiaires du parti, voire même, des strates militantes. Le poids des adhérents passifs a été renforcé, en particulier dans le processus de désignation des leaders. Parfois même, des pro-

cessus de *primaires*²⁰ ont été introduits comme en Italie, en Grèce ou en France, dans ce dernier cas pour la désignation du candidat à la présidence de la République. Récemment, le Parti travailliste britannique a aussi *innové*, en permettant l'adhésion temporaire au parti, le temps de l'élection d'un nouveau leader. Au scrutin, qui a vu Jeremy Corbyn triompher, 422 664 *membres* ont émis un vote valable alors même que le Parti travailliste a un nombre d'adhérents inférieur à deux cent mille.

CONCLUSION : LA FIN D'UN PARADIGME ORGANISATIONNEL

De cette brève présentation, nous pouvons tirer quelques conclusions. Depuis une trentaine d'années, et de manière la plus nette dans la période contemporaine, les partis sociaux-démocrates ne sont plus que l'ombre de leur lustre organisationnel d'antan. Ils n'inspirent plus l'effroi, pas même la crainte, dans le chef de leurs adversaires politiques et sociaux.

17. Pascal Delwit, « Still in Decline? Party Membership in Europe », in Emilie van Haute (ed.), *Party Membership in Europe: Exploration into the anthills of party politics*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2011, pp. 25-42.

18. Richard S. Katz and Peter Mair, « Changing models of Party Organization and Party Democracy », *Party Politics*, 1994, vol. 1, n° 1, pp. 5-28.

19. Gerassimos Moschonas, « L'éclat d'un pouvoir fragilisé : force et faiblesse du leadership socialiste », in Marc Lazar (Ed.), *op. cit.*, pp. 579-621.

20. Voir à ce sujet l'ouvrage édité Giulia Sandri, Antonella Seddone et Fulvio Venturino, *Party Primaries in Comparative Perspective*, Londres, Ashgate, 2015.



Ayant perdu la force de frappe de leur adhérents et l'encadrement des sections locales et des structures intermédiaires, ayant perdu une bonne partie de la puissance syndicale et ayant abandonné la défense du monde ouvrier comme point nodal de leur action, la très grande majorité des formations sociales-démocrates sont devenues des partis *comme les autres*. Cette observation qui pourrait être bancale, voire banale, pose pourtant de manière explicite et en creux le sens et le rôle contemporains de la social-démocratie. Dans une volonté de *transformation sociale et politique*, les conquêtes des partis socialistes ont été réalisées dans un agencement mêlant action institutionnelle et puissance extra-institutionnelle. Dans un contexte où l'action extra-institutionnelle est devenue incom-

parablement plus faible, voire futile dans certaines configurations, la capacité de la famille socialiste et de ses organisation à *transformer* est beaucoup plus faible, ce qui ne peut mener qu'à s'interroger sur le sens et l'essence de la social-démocratie dans la phase actuelle. Ce constat permet, dans une large mesure, de saisir l'état de la *famille socialiste*, qui ne s'est jamais aussi mal portée dans un cadre démocratique.

Référents à cette famille précisément, les anciens types mis en évidence - socialiste, social-démocrate et travailliste - n'ont quasiment plus de raison d'être, sur le plan organisationnel, à tout le moins. A prendre les indicateurs, les traits distinctifs des trois types sont incomparablement moins nets que par le passé.

Bilan organisationnel et politique des partis socialistes/sociaux-démocrates dans la période contemporaine :

Pays	Partis	Année	M	M/Ep	M/I	Résultat électoral	Dernier résultat en date
Allemagne	SPD	2013	474 820	4,2	0,8		25,74
Autriche	SPÖ	2013	205 241	16,3	3,2		26,82
Belgique	PS-SP.a	2010	134 242	9,0	1,7	22,94	20,50
Chypre	EDEK	2011	7 600	21,1	1,4		8,93
Danemark	SD	2015	39 345	4,3	1,0		26,31
Espagne	PSOE	2011	216 952	3,1	0,6		29,16
Estonie	SDE	2015	6 186	7,1	0,7		15,19

LE DOSSIER

Pays	Partis	Année	M	M/Ep	M/I	Résultat électoral	Dernier résultat en date
Finlande	SDP	2015	42 709	8,7	1,0		16,51
France	PS	2012	197 000	2,6	0,4		29,35
Grande-Bretagne	LP	2015	190 000	2,0	0,4		30,45
Grèce	PASOK	2009	156 000	5,2	1,6	43,92	6,28
Hongrie	MSzP	2014	30 000	1,2	0,2		26,25
Irlande	LP	2011	8 259	1,9	0,3		19,45
Islande	SAMFY	2009	18 963	34,0	8,3	29,79	12,85
Italie	PD	2013	539 534	6,2	1,2		25,43
Lituanie	LSDP	2012	18 831	7,5	0,7		19,18
Luxembourg	POSL	2013	5 548				20,28
Norvège	DNA	2013	52 661	6,0	1,5		30,84
Pays-Bas	PvdA	2012	54 279	2,3	0,6		24,84
Pologne	SLD	2011	57 551	4,9	0,2		8,24
Portugal	PS	2011	85 000	5,5	0,9	29,22	32,38
Slovaquie	SMER	2012	16 376	1,4	0,4		44,42
Slovénie	SD	2014	12 109	23,4	0,7		5,97
Suède	SAP	2014	101 674	5,3	1,4		31,01
Suisse	SPS	2011	31 226	6,8	0,6		18,72
République tchèque	CSSD	2013	23 202	2,3	0,3		20,46

Et c'est sans compter sur les nouveautés induites par la chute du mur de Berlin. En Europe centrale et orientale, les partis sociaux-démocrates sont tantôt des anciens partis communistes reconvertis, comme en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie ou en Roumanie, tantôt des organisations *sui generis* ou historiques, comme en République tchèque ou en Estonie. Eu égard à leur relation aux

démocraties populaires, à la faiblesse du syndicalisme dans ces Etats, mais aussi à l'importance de la question nationale et des minorités dans cet espace, les partis sociaux-démocrates ne réfèrent à aucun des trois modèles organisationnels historiques, pas plus, d'ailleurs, qu'aux grandes orientations historiques de la social-démocratie, quand bien même le Parti socialiste européen (PSE) est dirigé



par le Bulgare, Sergueï Stanichev, dans un immobilisme qui n'a d'égal que l'indifférence que suscite désormais le PSE.

A proprement parler, ces constats ne sont pas nouveaux. Pour autant, leur acuité est sans précédent, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Jamais la famille socialiste ne s'est aussi mal portée, dans ses attributs organisation-

nels historiques. Jamais son étiage électoral n'avait été aussi faible. Jamais, sans doute, la famille sociale-démocrate n'avait été aussi éloignée des revendications et attentes du *monde ouvrier* et, plus largement, des classes populaires salariées. C'est dire si les termes de ses possibles *reconversions partisans*²¹ sont à la fois ouverts et urgents à fixer.

21. Fabien Escalona, *La social-démocratie, entre crise et mutations*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2011, pp. 53-54.